ALSACE BOSSUE Aménagement du territoire

Unis contre la réorganisation des Finances publiques

La communauté de communes d'Alsace Bossue et la commune de Sarre-Union ont voté des motions s'opposant à la réforme des services des finances publiques. Une dizaine d'agents ont également signifié leur opposition juste avant la réunion communautaire, mercredi.

Des agents des Finances publiques ont distribué des tracts aux élus de la communauté de communes mercredi soir. Photo DNA/T.L.

Actuellement en discussion, le projet de réorganisation des services des Finances publiques fait grincer de nombreuses dents en Alsace Bossue. Ainsi, en deux jours, le conseil municipal de Sarre-Union puis le conseil communautaire de l'Alsace Bossue ont pris deux motions *(voir par ailleurs)* pour s'opposer aux premières projections proposées.

« Un plan méthodique de dynamitage »

Mais plus que de simples motions, dans le secteur, la mobilisation prend aussi d'autres formes sur le terrain. Ainsi, mercredi soir, une dizaine d'agents - majoritairement du centre de Sarre-Union - étaient présents devant la salle culturelle de Diemeringen, le soir du conseil communautaire. Ils ont distribué des tracts aux élus dans lequel l'intersyndicale dénonce « un plan méthodique de dynamitage du réseau DGFiP (direction générale des Finances publiques, ndlr) et de ses missions ». Ils ont également mis en exergue « l'éloignement des différents services ».

Ainsi, depuis Diemeringen, en dehors des points d'accueil, « le centre le plus proche serait celui de Saverne, à 46 km ». Pour les impôts fonciers, « il faudra parcourir 74 km pour relier Molsheim ». Les entreprises, elles, « feront 73 km pour aller à Haguenau » (58 km via la départementale 919, ndlr). Enfin, « les frontaliers bas-rhinois seront invités à se rendre à Wissembourg, à 106 km via l'autoroute » (un peu plus de 80 km par les départementales, ndlr).

Des distances pénalisantes

Ces distances seront, selon eux, « pénalisantes pour les habitants du secteur », mais aussi pour les agents eux-mêmes, parfois installés de longue date en Alsace Bossue. En fonction de leur spécialité, ces derniers risquent de devoir déménager pour poursuivre leur mission. « Et ce ne sera pas possible pour tout le monde », indique l'un d'eux. Tous n'auront pas les moyens de le faire et il sera aussi nécessaire de prendre en compte le lieu de travail du conjoint ou de la conjointe de ces agents.

Et c'est notamment sur cet objectif de maintenir le plus d'agents possible sur le territoire d'Alsace Bossue que Marc Séné, président de l'intercommunalité et maire de Sarre-Union, et le député Patrick Hetzel ont insisté début juillet lors d'une entrevue avec la directrice adjointe de la direction départementale du Bas-Rhin des Finances publiques.

« Un décalage entre le discours et les actes »

« On lui a fait remarquer qu'il y avait un décalage entre le discours et les actes. On parle de revitalisation rurale et dans le même temps, il y a des menaces de fermeture sur les centres des Finances publiques en secteur rural », a lancé Marc Séné.

« On a longuement discuté et il faut qu'on trouve des solutions pour maintenir un certain nombre d'agents sur notre territoire. On a essayé d'ouvrir des pistes, avec des services qui pourraient être basés à Sarre-Union. Pour le moment, il y a 19 agents à Sarre-Union. Même si on tient compte des départs en retraite et d'éventuels départs sur des demandes de mutation, il en resterait bien plus que les trois personnes qui seraient chargées d'assurer un accueil dans le secteur, comme le prévoit le plan présenté ces derniers mois ».

Tenter de maintenir plus d'une dizaine d'agents à Sarre-Union

Les deux hommes comptent désormais poursuivre leurs discussions pour tenter de maintenir plus d'une dizaine d'agents à Sarre-Union à l'issue de cette réorganisation. « Il y a déjà eu les fermetures des centres à Drulingen et La Petite-Pierre ces dernières années. Lorsqu'ils ont fermé Drulingen, il nous avait été dit : "En regroupant, ça assure le maintien de Sarre-Union pour plusieurs années". Ça fait à peine deux ans et demi. C'est un peu court ».

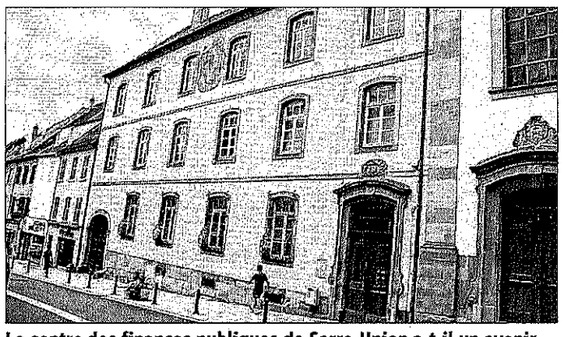
Parmi les élus présents au conseil communautaire, deux ont appelé leurs collègues à accentuer encore le mouvement de protestation contre ce plan de réorganisation. « On ne peut pas se laisser faire. Ça suffit maintenant », a lancé Gérard Stutzmann, maire de Durstel. « Il faut que toutes les communes prennent ce type de motion ».

« Ne faut-il pas manifester avant que ça ferme ?

Un peu plus tard dans la discussion, Benoît Boyon, adjoint à Harskirchen, a demandé : « Ne faut-il pas manifester, être actif avant que ça ferme ? ». Un appel à la manifestation qui a trouvé un certain écho dans les rangs des élus présents.

Mais avant qu'une telle manifestation ait lieu, il faudra sans doute attendre. « Je vous propose qu'on refasse le point à la sortie de l'été, en fonction de l'avancement des discussions », a dit Marc Séné. Il y a fort à parier que si rien de concret n'est annoncé d'ici-là, il y aura sans doute un défilé d'écharpes tricolores au départ de l'Alsace Bossue à l'automne prochain.

Thomas LEPOUTRE



Le centre des finances publiques de Sarre-Union a-t-il un avenir après 2022 ?

Motions contre la réorganisation des Finances publiques

À une phrase près, la commune de Sarre-Union et la communauté de communes de l'Alsace Bossue ont pris la même motion pour s'opposer à la réorganisation des services des finances publiques :

« Le Ministère de l'action et des comptes publics a engagé une réflexion sur la réorganisation territoriale des services locaux de la Direction des finances publiques, réforme qui doit être achevée au 1er janvier 2022.

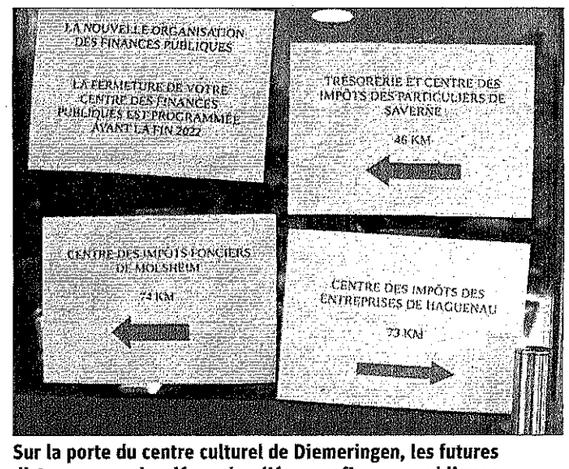
Selon le ministère, l'objectif est de « renforcer la présence des services de finances publiques dans le territoire, par un déploiement d'un accueil de proximité dans un plus grand nombre de communes, qui réponde mieux, dans ses modalités, aux attentes des usagers et au contexte local ». Pour atteindre ces objectifs, « certaines tâches vont être regroupées pour permettre ainsi de dégager des marges de manœuvre nécessaires à l'augmentation de la présence des Finances Publiques dans le département ».

Sous couvert de renforcer la présence des services publics, cette restructuration prévoit en réalité la suppression de l'ensemble du réseau des trésoreries à l'objectif 2022. Ce réseau, composé à l'heure actuelle de 22 trésoreries spécialisées secteur public local, dont Sarre-Union, serait remplacé par seulement trois services de gestion comptable : Haguenau, Saverne et Sélestat.

En ce qui concerne les impôts, les 11 services des impôts des particuliers, dont Sarre-Union, seraient regroupés en quatre services spécialisés à Saverne, Sélestat, Strasbourg et Wissembourg, et les 8 services des impôts des entreprises, dont Saverne, seraient regroupés en trois services spécialisés à Haguenau, Molsheim et Strasbourg. L'accueil du public devra être assuré par des permanences en mairie, dans les MSAP, uniquement sur rendez-vous avec le déplacement ponctuel d'un agent de la DGFiP, les rendez-vous étant à prendre sur Internet.

Même si une concertation est actuellement engagée avec les collectivités et les partenaires sociaux, ce projet porte atteinte à l'organisation territoriale du service public. La population se trouvera encore une fois éloignée des services publics. Ce sont encore les administrés les plus fragilisés qui seront pénalisés.

Cet impact sera encore plus fort dans un territoire rural, déjà bien fragilisé, comme l'Alsace Bossue. Aussi, le conseil communautaire de l'Alsace Bossue et ses 45 communes membres s'opposent (le Conseil municipal de Sarre-Union s'oppose) au projet de restructuration des services de finances publiques et demandent le maintien de l'ensemble des services de la Trésorerie et du Services des Impôts des Particuliers à Sarre-Union et du Service des Impôts des Entreprises à Saverne et dans tout le Bas-Rhin. »



Sur la porte du centre culturel de Diemeringen, les futures distances pour les démarches liées aux finances publiques.